**Gilles Feyel (dir.), *Dictionnaire de la presse française
pendant la Révolution 1789-1799*, volume 2**

Centre International d'Études du XVIII^e siècle, Ferney-Voltaire, 2012

Éric Wauters

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/13331>

DOI : 10.4000/ahrf.13331

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2014

Pagination : 230-233

ISBN : 978-2-20-092927-5

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Éric Wauters, « Gilles Feyel (dir.), *Dictionnaire de la presse française pendant la Révolution 1789-1799*, volume 2 », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 377 | juillet-septembre 2014, mis en ligne le 15 septembre 2014, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/13331> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.13331>

Ce document a été généré automatiquement le 1 juillet 2021.

Tous droits réservés

Gilles Feyel (dir.), *Dictionnaire de la presse française pendant la Révolution 1789-1799*, volume 2

Centre International d'Études du XVIII^e siècle, Ferney-Voltaire, 2012

Éric Wauters

RÉFÉRENCE

Gilles Feyel (dir.), *Dictionnaire de la presse française pendant la Révolution 1789-1799*, volume 2, Centre International d'Études du XVIII^e siècle, Ferney-Voltaire, 2012, 388 p., ISBN 978-2-84559-071-7, 220 €

- 1 À simplement parcourir le *Dictionnaire de la presse française pendant la Révolution*, on mesure déjà le chemin parcouru depuis un quart de siècle dans la connaissance de la presse départementale de l'ère révolutionnaire, grâce à la persévérance de Gilles Feyel, maître d'œuvre de cette ambitieuse enquête lancée par l'Institut Français de Presse (Paris II) et de cette collection dont le deuxième tome est consacré aux départements des régions Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Champagne-Ardenne et Auvergne. On y trouvera, comme dans le premier volume, une présentation de chaque région et des conditions de développement de sa presse pendant la Révolution, suivie, par ordre alphabétique des départements, des villes et des journaux (94 au total, parus dans vingt-neuf villes), d'une série de fiches déclinant pour chaque titre dates de parution, auteurs, évolution du contenu rédactionnel et de la ligne éditoriale, collection subsistante, bibliographie. Le tome troisième de la collection étant paru au moment où nous écrivons, la presse en Révolution de treize de nos régions est maintenant inventoriée et la richesse des informations fait de cet incomparable instrument de travail une véritable histoire matérielle et politique des journaux et des journalistes.
- 2 Les futurs départements du Nord et du Pas-de-Calais, présentés par Hervé Leuwers, possèdent à la veille de la Révolution un dense réseau de librairies et d'imprimeries – la

croissance de ces dernières entreprises et leur concentration sur les villes les plus importantes comme Lille et Douai ont été un processus remarquable au cours du siècle. On produit et on lit davantage d'imprimés dans cette partie du royaume dont le taux d'alphabétisation dépasse la moyenne nationale (notamment grâce à un fort encadrement en écoles et en collèges) et où, depuis le milieu du siècle, sont apparus des bibliothèques publiques et des cabinets de lecture. Pour l'Auvergne, Philippe Bourdin fait le point sur les « Lumières » de cette France profonde que les témoins contemporains (de passage il est vrai comme Arthur Young ou Le Grand d'Aussy) ont jugée un peu sommairement et assez sévèrement si l'on en juge par le dynamisme d'ateliers maçonniques précocement fondés dans les villes de Limagne, puis dans les années 1770 en Haute Auvergne, Velay, Bourbonnais. Entre ces deux « extrêmes », dans une situation que, pour faire court, on qualifiera de moyenne dans la France provinciale de 1789, quelques capitales culturelles, comme Amiens, Troyes ou Chalon, se sont affirmées au cours du XVIII^e siècle, en Picardie (présentée par Jacques Bernet) et en Champagne (Jacques Bernet et Georges Clause), dans un ensemble de villes plus modestes et beaucoup moins dynamiques. Ainsi, dans ce qui va devenir le département de l'Oise, Senlis est en 1789 la seule ville à posséder une feuille d'annonces, comme Amiens, et seuls quatre des neuf chefs-lieux de district possèdent une imprimerie en 1790. Beauvais choisi comme chef-lieu, non sans contestations, compte 12 000 habitants, loin derrière les 40 000 âmes de la capitale picarde.

- 3 Malgré la densité démographique et urbaine, la presse est apparue tardivement dans le nord du royaume, essentiellement dans les années 1780, et si a pu jouer spécifiquement ici la concurrence de la presse plus libre des Pays-Bas voisins (Bruxelles, Liège, Bouillon...), l'exemple rappelle qu'en dépit, dans les vingt années qui précèdent la Révolution, de la multiplication incontestable du nombre de feuilles de province (mais combien limitées aux seuls avis commerciaux et toutes empêchées de parler des sujets brûlants), l'Ancien Régime a interdit jusqu'à sa disparition à l'été 1789 la parution de journaux sans contrôle du pouvoir. Ce retard, constaté presque partout ailleurs en province (et *a fortiori* dans des provinces où la lecture paraissait devoir s'épanouir plus difficilement que dans les Pays-Bas français), est sans doute l'une des raisons essentielles des difficultés voire de l'incapacité d'une presse locale trop jeune et trop rarement consolidée, à s'adapter aux conditions nouvelles offertes par la Révolution et à faire face à la puissante concurrence de Paris. Dans l'actuelle Picardie, les 10 journaux créés au cours de la décennie révolutionnaire sont donc sans surprise nés à Amiens ou à Beauvais qui s'impose, après son choix contesté, comme « centre administratif et intellectuel du département », sans que le *Journal du département de l'Oise* joue d'ailleurs le moindre rôle dans cette promotion : la trop grande proximité de Paris empêche l'émergence d'une presse locale, qui est même complètement absente du département de l'Aisne où trois tentatives de lancement échouent (avec trois mois de parution, au début de l'an VI, *Le républicain de l'Aisne* a la palme de la longévité).
- 4 L'inventaire exhaustif des journaux permet donc de mesurer très concrètement la faiblesse de la province sur Paris en matière de presse nouvelle. En 1789, les départements du Nord et de (l'actuelle) Picardie comptent cinq journaux (dont deux lancés en 1788) et la Champagne deux seulement. Sauf une création éphémère à Bailleul en 1789, l'essor de la presse locale date de 1790 avec dix nouveaux titres dans le Nord et le Pas-de-Calais, quatre en Picardie, sept dans la Marne et l'Aube. Mais dès l'année suivante, beaucoup ont disparu et le rythme de création a considérablement ralenti

(trois seulement dans le Nord, aucune en Picardie et en Champagne) ; des vingt et un journaux lancés en 1790, dix seuls paraissent encore au début de l'année 1791, mais un seul, à Reims, jusqu'en 1792. Comme dans d'autres départements, les journaux relativement anciens (six, nés avant 1788) s'en tirent mieux... avant de disparaître en 1792 ou 1793, à deux exceptions près, repliées sur les nouvelles commerciales et une prudente neutralité politique.

- 5 Ainsi, à la « grande » période de lancement de journaux en 1790-1791, succède un tournant qui, en 1792-1793, renouvelle presque totalement l'offre de presse locale, sans pourtant produire une presse homogène ou contrôlée étroitement par les autorités révolutionnaires comme certains le prétendront plus tard. Dans le Nord, la moitié des douze journaux dont le contenu est connu sont peu engagés, se limitant à donner des informations commerciales ou des nouvelles générales (tirées de la presse nationale) ; quatre journaux plus militants sont éphémères et deux seulement sortent du lot, *L'Ami Jacques* lancé à Valenciennes en avril 1792 et *La Sentinelle du Nord* à Arras en octobre 1793, tous deux nés d'une forte demande de nouvelles de la guerre, tous deux développant rapidement aussi leurs articles avec les événements politiques de la capitale et plus encore avec les différents aspects de la mobilisation patriotique.
- 6 Peu éloignées de la capitale, quelques villes champenoises ont pourtant fait assez bonne figure en matière de presse en raison de conditions particulières : l'émulation entre Reims et Châlons (cette dernière, siège de l'intendance, choisie comme chef-lieu contre la ville du sacre), la tradition troyenne d'édition populaire (la célèbre « Bibliothèque bleue ») ou encore la position militaire très exposée qui a, dans le département des Ardennes, exacerbé les tensions locales entre « modérés » prêts à s'opposer à la Convention et « patriotes prononcés » qui, en réaction, ont fait preuve d'un activisme dont les sociétés populaires et les journaux locaux ont été les meilleures démonstrations : le *Journal du vrai Jacobin de Sedan*, qui remplace au début de 1794 *L'Ami des Lois* lancé au début de 1792 (et dont la collection a hélas disparu), fut l'organe officieux des jacobins de la ville et l'ouvrage de militants expérimentés et talentueux. Ainsi, par réaction ou par émulation, la région a-t-elle connu une multiplication remarquable et fort originale de feuilles militantes dans une « terre de prédilection pour les journalistes jacobins », tels Louis-Nicolas-Benjamin Bablot de *L'Observateur du département de la Marne* (Chalon, 1790-1791) ou le Liégeois Beaucourt (alias Nicolas Couplet) dont la *Correspondance générale de l'Europe* paraît être la meilleure feuille du temps.
- 7 Plus au sud, les départements moins urbanisés de l'actuelle région Auvergne comptent trois journaux en 1789 (dont l'un, lancé en 1788 disparaît rapidement) et le mouvement de création est plus lent encore, avec trois titres nouveaux en 1790 et six en 1791. Il est vrai qu'on n'avait ici, en 1789, qu'une faible expérience de l'imprimé. Nouveaux ou « anciens », tous ont disparu à la fin de 1792, et la période de la Convention est, dans cette partie de la France, un quasi désert quant à la production de journaux, mais pas quant à leur présence. Dans ce centre montagneux du royaume en effet, loges et autres pratiques de sociabilité avaient préparé d'une part l'émergence de clubs et de sociétés populaires (il y eut 76 clubs dans le Puy-de-Dôme), souvent à l'instigation des représentants aux assemblées législatives, et, d'autre part, le développement dès 1789 de pratiques de lecture politique : sinon la création de journaux locaux, du moins la diffusion de la presse de la capitale dont le poids est encore renforcé après thermidor : le tableau p. 270 fait état de vingt et un journaux nationaux distribués en l'an IV dans le

département du Puy-de-Dôme, le mieux desservi par les routes. L'exemple auvergnat confirme incidemment la forte demande partout en France d'informations (notamment avec la guerre et la mobilisation de l'an II) ; il illustre aussi le déclin de la presse départementale après Thermidor et l'échec de la plupart des feuilles jacobines liées aux clubs. Dans les deux régions actuelles au nord de Paris, la *Feuille de Lille* (1793-1890), la *Feuille d'avis* (Dunkerque à partir de 1795), *La Décade du département de la Somme* (1798-1811), les éphémères *Affiches, annonces et avis divers du district de Calais* (1795) sont des journaux apolitiques à vocation commerciale et très locale, et le *Journal de Littérature et du Commerce* publié à Lille en 1797-1798 illustre l'abandon des ambitions polémiques ou même simplement généralistes de la presse locale. Hervé Leuwers situe précisément la fin de la presse politique du Nord au printemps 1797 avec la disparition du *Bulletin des élections* dont 8 numéros parurent à Arras. De Thermidor à Brumaire, l'offre locale est presque partout plus pauvre en province, peu politisée, limitée aux annonces et au divertissement des lecteurs, avec toutefois quelques courts moments de résistance ou de renouveau jacobin, avec le *Courrier de Calais* jusqu'en nivôse III, à Arras (début 1795), *L'Ami de la Constitution républicaine* de l'ancien rédacteur de *La Sentinelle du Nord*, Vincent Barbet, le *Journal du département de l'Oise* de Pierre-François-André Tubeuf (Beauvais, 1797-1798), l'*Instruction décadaire du département de l'Allier* en l'an VI, dont les auteurs « ont tous été de zélés seconds du représentant en mission Fouché » en l'an II...

- 8 Pour beaucoup auteurs engagés, ralliés un temps à la cause montagnarde, les journalistes partagent nombre de traits avec les acteurs politiques de leurs départements. « Tous les journalistes marnais étaient des lettrés, passés par l'université », ici comme ailleurs pour y acquérir une formation de juristes (la moitié des journalistes d'Auvergne étaient avocats) ou de clercs (comme le tourangeau Vincent Barbet, passé de l'Oratoire au club jacobin d'Arras). « Hommes du progrès ou du mouvement », presque tous avaient trente ans en 1789 et beaucoup seront administrateurs (Georges Couthon, au comité de Salut public, étant un cas extrême), au détriment parfois de la rédaction de leur feuille : trop pris par ses activités au directoire du département, Beaucourt doit abandonner en décembre 1792 la *Correspondance générale de l'Europe* et Barbet quitte la rédaction de *La Sentinelle du Nord* en pluviôse an II pour se consacrer à l'administration du district, départ qui prive le journal d'articles polémiques et de nouvelles locales remplacées par des informations venues de Paris. Le *Dictionnaire de la presse française pendant la Révolution* permet ainsi – et c'est à notre sens l'un de ses attraits majeurs – de suivre les itinéraires biographiques de ces hommes qui, à défaut de fonder un « quatrième pouvoir », n'en ont pas moins été de nouveaux acteurs de la vie publique. Et si l'on est convaincu que l'Histoire doit d'abord s'intéresser aux hommes qui l'ont faite – et ici, ceux qui l'ont écrite, au jour le jour – on mesure l'importance d'un ouvrage qui rassemble une masse d'informations considérable pour une belle étude prosopographique.
- 9 « La vocation de ces journalistes était fort proche de celle de l'enseignement ». Ainsi Bablot voulait-il, comme beaucoup d'autres en province, faire l'éducation des gens des campagnes. Dans cet esprit missionnaire, « *Le Patriote de l'Auvergne* à Clermont-Ferrand en 1790, *Le citoyen surveillant* à Riom en 1791, des pastiches du *Père Duchesne*, *Le Cantaliste* », les *Instructions et nouvelles pour les campagnes* (Saint-Quentin, 1792), le *Journal du vrai Jacobin* à Sedan en l'an II entre autres, se voulaient les artisans d'une conversion des campagnes... jusqu'à lancer, tardivement – en thermidor VII – *La Grando joyo d'o père Duchêne de parla un petit à quo poréis bougréis de paysan*, pamphlet en patois numéroté 1

de la plume du jacobin clermontois Jean-Baptiste Abraham. La mission des journalistes a-t-elle produit de bons fruits ? À défaut de lectorat, il y eut un auditoire rural dont l'essor est attesté par la part croissante des ruraux dans nombre de sociétés populaires qui ont alors essaimé vers les campagnes.

- 10 Comparativement au poids démographique de ces dernières, la presse est restée principalement d'usage citadin, de production parisienne (héritage de l'Ancien Régime) et de constitution fragile en raison des événements locaux et nationaux, parfois aussi de la guerre étrangère ou civile. Il n'empêche – et ce tome deuxième en fait la démonstration –, la période révolutionnaire fut en matière de presse, et même en province, l'époque d'une inventivité de beaucoup supérieure aux conditions matérielles de viabilité des entreprises, le temps aussi d'une forte demande d'informations et d'un apprentissage politique qui, en lui-même, constitue une rupture majeure dans l'histoire de la société française.